



Séance ordinaire du jeudi 31 janvier 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente et un janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Pascal KRZYZANSKI, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-François AUDRIN, Renaud CALVAT, Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Régine ILLAIRE, Sonia KERANGUEVEN, Jérémie MALEK, Eric PENSO.

Absents / Excusés :

Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Yvon PELLET, Joël RAYMOND, Jean-Luc SAVY, Joël VERA

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Aménagements de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez - Confortement des digues du Lez - Acquisition amiable des parcelles DV116, DW282, DW290 et DW291 à Lattes - Avenant au protocole d'accord - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSERT, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre des procédures d'acquisitions foncières nécessaires à la réalisation des travaux de confortement des digues du Lez à Lattes et afin de mettre fin à une procédure contentieuse, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, et Monsieur et Madame SARADJAN étaient parvenus après négociations à un accord.

Par délibération n°9548 du 27 mai 2010, le Conseil d'Agglomération avait approuvé les termes du protocole d'accord avec Monsieur SARADJAN Ramezan Ali et Madame SARADJAN qui prévoyait les dispositions suivantes :

- l'acquisition par l'intercommunalité des emprises telles que définies par un jugement du juge de l'expropriation en date du 16 décembre 2009,
- le versement par l'intercommunalité d'une indemnité définitive de 66 578€,
- la réalisation par l'intercommunalité de deux forages équipés d'un dispositif de secours et l'engagement de réaliser l'extension du réseau public d'assainissement permettant le raccordement du Mas Saint Albert à l'extrémité sud de la parcelle DW 291 avant le 31 décembre 2010,
- l'engagement de Monsieur et Madame SARADJAN à adhérer à l'ordonnance d'expropriation du 16 mars 2009 par laquelle le Juge de l'expropriation a ordonné l'expropriation partielle des parcelles cadastrées section DW n° 282, 290 et 291 et section DV n° 116,
- le renoncement par Monsieur et Madame SARADJAN à toute demande d'indemnité supplémentaire relative à l'expropriation des parcelles concernées, à tout recours et à toute autre prétention, de quelque nature que ce soit, pendant la réalisation des travaux de protection contre les inondations de la basse vallée du Lez, à rechercher la responsabilité de la collectivité du fait de l'incidence éventuelle des travaux de confortement des digues sur une partie de l'assainissement du Mas Saint Albert.

Ce protocole a été signé le 21 mai 2010 par Monsieur et Madame SARADJAN et le 8 juin 2010 par la Communauté d'Agglomération. Chacune des parties avait depuis réalisé ses engagements. Cependant par courrier en date du 13 avril 2017, Monsieur et Madame SARADJAN ont sollicité à nouveau la Métropole car un des deux forages réalisés par la Métropole dans le cadre du protocole d'accord de 2010 ne respectait pas le débit sur lequel la Métropole s'était engagée.

Les parties se sont donc à nouveau rapprochées et après négociations sont parvenues à un accord qui fera l'objet d'un avenant au protocole de 2010.

A travers ce projet d'avenant, la Métropole s'engage à indemniser Monsieur et Madame SARADJAN à hauteur de 23 324,00 € H.T. pour la réalisation d'un 3^{ème} forage. Ce forage sera mis en œuvre par Monsieur et Madame SARADJAN. En contrepartie, Monsieur et Madame SARADJAN reconnaissent être entièrement et définitivement remplis de leurs droits et ils s'engagent à renoncer à toute indemnité supplémentaire, à tout recours et à toute autre prétention de quelque nature que ce soit liés aux termes du protocole initial et à cet avenant, à rechercher la responsabilité de la Métropole liée à l'incidence des travaux de réalisation du forage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de l'avenant au protocole de 2010 entre Monsieur SARADJAN Ramezan Ali et Madame SARADJAN et la Montpellier Méditerranée Métropole,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2019 de Montpellier Méditerranée Métropole au chapitre 907,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/02/19

Pour extrait conforme,
le Président



Philippe SAUREL

Publiée le : 8 février 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190131-72078-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/02/19

Liste des annexes transmise en préfecture:

- avenant protocole SARADJAN.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.